

ÉDUCATION. Les assistants d'éducation mobilisés pour dénoncer leurs conditions

« Nous ne sommes plus des pions ! »

NE LES APPELEZ plus les pions, mais assistants d'éducation. Ils s'appellent Antoine, Laura, Jessica, Morgane, Roxane, Anne... et travaillent dans les collèges ou les lycées publics. Ils s'occupent de vos enfants, de les surveiller, de les faire manger et de les écouter.

Ils sont, eux aussi, payés par l'Éducation nationale, mais pourtant, ils n'ont pas de diplôme, pas de statut, « aucune reconnaissance », assurent-ils. Ils n'ont même pas la sécurité de l'emploi.

Pas de perspectives

Au contraire, ils le savent, leur contrat d'un an n'est renouvelable que six fois. Peu importe le nombre d'heures. « Même si la direction est contente de notre travail, si nous nous investissons pleinement, nous ne pouvons être reconduits que six fois. C'est aberrant ! », s'énerve Anne, AED à La Bucaille, à [Cherbourg](#).

Anne arrive au terme de ces six années de fonction. « En septembre, je vais aller pointer à [Pôle emploi](#). Pourtant, j'adore mon travail, je m'entends bien avec la direction et le corps enseignant. Avec un professeur, j'ai même lancé le programme Étincelle pour les élèves décrocheurs. Nous avons des premiers résultats... »

Pour dénoncer ces conditions, les AED ont lancé un mouvement national depuis le 1^{er} décembre 2020. « Nous voudrions juste que l'on reconnaisse notre travail », souligne le collectif AEP du Cotentin, créé pour l'occasion.

Hier, c'était leur troisième jour de manifestation. « Nous avons déjà fait grève le 1^{er} décembre, puis le 19 janvier. Nous avons rencontré [Sonia Krimi](#), la rectrice, l'inspectrice... Tous nous écoutent, comprennent la situation, mais nous assurent qu'ils ne peuvent rien faire. Le seul qui pourrait faire évoluer notre statut, c'est le ministre de l'Éducation, [Jean-Michel Blanquer](#), mais lui ne nous considère pas du tout. »

Pour se faire entendre, les AED ont décidé de taper plus fort. Depuis lundi, ils ont lancé une semaine de grève, avec en temps fort, un rassemblement hier devant la mairie déléguée de Cherbourg-Octeville.

Mal payés

« Nous sommes payés au Smic, alors nous ne pouvons pas tous nous permettre de perdre une semaine entière de salaire. Mais aujourd'hui, nous voulons alerter. Nous sommes responsables des enfants, mais sommes interchangeable selon l'Éducation nationale. Nous ne sommes plus des pions, mais des professionnels de l'éducation », assure Roxane, AED au collège de Beaumont-Hague.

Ils sont cinq des six AED de l'établissement à s'être déplacés. À la Bucaille et au collège des Pieux, beaucoup manquaient aussi à l'appel.

« Nous avons une cinquantaine de membres actifs, alors même si nous ne sommes peu aujourd'hui, le mouvement est suivi », assure le collectif.

Tous les services étaient toutefois assurés hier pour les collégiens. « Sur une journée, ils mettent le personnel administratif pour nous remplacer, cela évite de faire trop de bruit », soupirent les grévistes.

Mais ils en sont convaincus, « les directions nous comprennent. Eux aussi voudraient garder leurs bonnes recrues ! »

Solène LAVENU



Des assistants d'éducation ont dénoncé hier leurs conditions de travail sur les marches de la mairie déléguée de Cherbourg.

